



DECLARATION FSU CDEN 59 – 24 septembre 2025

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'année dernière, la rentrée se faisait avec un ministre et un gouvernement démissionnaire, nous évoquions alors, ici même, une rentrée inédite. Un an plus tard, nous nous retrouvons dans la même situation. En deux ans, l'Éducation nationale a connu 6 ministres et nous sommes actuellement, en attente du 7ème, à moins que Madame Borne ne soit maintenue, ou que l'un de ses prédécesseurs ne revienne sur le poste, puisque le Président ne semble pas comprendre que les Français et les personnels de l'Éducation nationale en particulier, désirent, dans leur grande majorité, un changement profond de politique.

En effet, le ministère et ses occupants n'ont pas été avares, ces dernières années, d'idées et de réformes imposées aux personnels, et sans les écouter. Cet empilement de dispositifs hors-sol n'a fait qu'accentuer les difficultés rencontrées sur le terrain par les personnels et aucune de ces réformes n'a eu pour effet d'améliorer la qualité du service public d'éducation. Les coupes budgétaires, le gel des salaires, les suppressions de postes... laissent l'École publique à l'os. L'ambition de notre école de faire réussir tous les élèves ne tient qu'à la détermination quotidienne des personnels, malgré leurs difficultés croissantes. Cette situation devient intenable dans les établissements. Les remontées de terrain témoignent de personnels déjà très fatigués de devoir pallier les manques d'une institution qui leur en demande toujours plus, les éloignant toujours plus du cœur de leur métier.

C'est d'une autre politique et d'un changement radical de cap budgétaire qu'a besoin l'École publique, qu'ont besoin les services publics en général. Cela s'impose pour mettre fin au blocage des salaires des enseignants qui sont parmi les plus bas des pays de l'OCDE. Cela s'impose pour en finir avec des conditions de travail dégradées dans les classes les plus chargées d'Europe. Les mêmes qui ont mis les services publics dans cet état ne peuvent plus continuer à nous dire qu'il n'y a pas d'autres choix et maintenir une politique qui emmène l'École publique dans le mur. Les mobilisations massives du 10 et du 18 septembre ont montré une profonde colère que la FSU partage, face aux effets de la politique antisociale portée par les gouvernements successifs. La FSU, avec les autres organisations syndicales, appelle les personnels à poursuivre la mobilisation pour exiger un budget juste et redistributif, qui garantisse des moyens à la hauteur des missions des services publics.

Au niveau du département aussi, les coupes dans les budgets de fonctionnement des collèges se cumulent depuis plusieurs années. Rappelons entre autres, la diminution de moitié des crédits alloués aux activités pédagogiques en 2016 et la forte baisse, l'année dernière, des dotations de fonctionnement, obligeant les collèges à faire des choix au détriment des activités pédagogiques. Si on ajoute à cela le choix contestable d'externaliser les missions d'entretien, la suppression ou la diminution de subventions comme pour « Collège au cinéma » ou le « PEDC », ce sont des décisions de la majorité départementale qui, elles aussi, affaiblissent l'École publique. Beaucoup d'établissements, depuis l'année dernière, ne peuvent compter que sur le Pass'culture pour offrir un accès à l'art aux élèves, ce dernier ayant été gelé en 2025 de manière brutale, ils sont dans l'attente pour 2026.

Nous allons débattre, dans ce CDEN, de ces choix et notamment, pour 2026, des nouvelles modalités de calcul de la dotation de fonctionnement qui, espérons-le, n'entraîneront pas de nouvelles coupes budgétaires pour les établissements. En l'absence de données chiffrées dans les documents préparatoires, il devient difficile d'analyser les impacts des changements annoncés, d'autant plus qu'il y en a chaque année maintenant. Cette instabilité contribue également aux difficultés rencontrées dans les collèges du Nord. La FSU demande que les documents préparatoires au CDEN retrouvent la clarté qui était la leur jusqu'en 2023 et contiennent un maximum d'informations chiffrées sur les choix du département en matière de politique éducative, qu'elles soient obligatoires ou volontaristes. L'École publique a besoin de stabilité et de moyens. Il est urgent pour le pays que d'autres choix budgétaires soient faits à tous les niveaux. Des choix budgétaires ambitieux, reposant sur une justice sociale et fiscale, afin de sortir l'École publique de la crise structurelle dans laquelle l'ont enlisée les ministres et gouvernements depuis 2017.